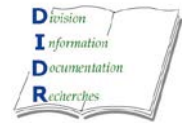


30 janvier 2020



## Contrôle, surveillance et répression de la population tibétaine

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Les sources d'informations.....	4
1.1. Les sources d'informations chinoises .....	4
1.2. Les sources d'informations engagées pour la cause tibétaine .....	4
1.3. La presse internationale .....	5
2. La surveillance généralisée de la population tibétaine .....	5
2.1. Le système de surveillance dans les localités.....	5
2.2. Les procédés technologiques de contrôle .....	6
2.3. La destruction de bâtiments et la dispersion des religieux .....	8
2.4. Surveillance des études chinoises aux Etats-Unis .....	9
3. Les restrictions de déplacement et de voyage.....	9
3.1. Conditions de circulation des Tibétains en Chine .....	9
3.2. Restriction aux sorties de Chine.....	10
3.3. Retour de Tibétains de l'étranger .....	11
3.4. Entrée d'étrangers au Tibet .....	12
4. La répression des dissidents .....	12
4.1. La campagne contre les « forces maléfiques » .....	12
4.2. Campagne contre le Dalai Lama .....	13
4.3. Expropriations, déplacements forcés et conflits environnementaux .....	14
4.4. Actions de protestation .....	15
4.5. Conditions de détention.....	16
5. Enseignement et crise des débouchés professionnels.....	17
5.1. Eviction des enfants des lieux de culte traditionnels .....	17
5.2. L'enseignement de la langue tibétaine .....	17
5.3. Crise des débouchés professionnels .....	18
Bibliographie .....	19

**Résumé :** La population des territoires de peuplement majoritairement tibétain (région autonome du Tibet, RAT, et préfectures autonomes tibétaines, PAT) est soumise à une surveillance étroite de la part des autorités par des moyens sophistiqués électroniques, tant au plan individuel (bases de données, crédit social, moyens de communication, etc.) qu'au plan familial (délation entre familles voisines) et dans les quartiers et villages (postes de police, patrouilles de militants communistes, activités communautaires, etc.). Les déplacements non officiellement encadrés vers et hors de la RAT sont compliqués pour les Tibétains et interdits pour les étrangers. Très peu d'habitants de la RAT peuvent obtenir de passeport pour se rendre à l'étranger, et la délivrance est longue et difficile pour ceux des PAT. Les campagnes de propagande et de rééducation des nonnes et moines s'accompagnent d'incitation à la délation des « forces maléfiques », en particulier les individus faisant référence au Dalaï Lama et à l'indépendance passée et revendiquée du Tibet. Les actions de protestation, individuelles pour la plupart en raison de la répression massive, ou d'envoi d'informations à l'étranger sont punies de lourdes peines d'emprisonnement dans des centres de rééducation politique, où la torture est couramment pratiquée. Une grande partie de la population a fait l'objet de déplacements et de réinstallations forcés dans des quartiers urbanisés, où les nomades peinent à survivre en raison de leur inadaptation à de nouvelles conditions de vie, de la perte de leurs ressources et de leur manque de moyens financiers. L'enseignement du tibétain est de plus en plus restreint faute d'enseignants compétents, et les étudiants tibétains font face à la concurrence aigüe des Han pour leur insertion professionnelle.

**Abstract :** The population of predominantly Tibetan settlements (Tibet Autonomous Region, TAR, and Tibetan Autonomous Prefectures, TAP) is subject to close surveillance by the authorities by sophisticated electronic means, both individually (databases, social credit, means of communication, etc.) than at the family level (denouncement between neighboring families) and in neighborhoods and villages (police stations, patrols of communist militants, community activities, etc.). Unofficially supervised travel to and from TAR is complicated for Tibetans, and prohibited for foreigners. Very few residents of TAR can obtain a passport to travel abroad, and issuance of a passport is long and difficult for those of TAP. The propaganda and re-education campaigns of nuns and monks goes hand in hand with incitement to denounce "evil forces", in particular those referring to the Dalai Lama and to the past and claimed independence of Tibet. Protests, mostly individual because of massive repression, or the sending of information abroad, are punishable by heavy prison terms in political re-education centers, where torture is widely practiced. A large part of the population has been the subject of forced displacement and resettlement in urbanized areas, where nomads struggle to survive due to their inadequacy to new living conditions, the loss of their resources and their lack of financial means. The teaching of Tibetan is more and more limited due to the lack of qualified teachers, and Tibetan students face intense competition from the Han for their professional integration.

**Nota 1 :** La traduction des sources en anglais est assurée par la DIDR.

**Nota 2 :** La prononciation des noms de localités tant en chinois qu'en tibétain correspond rarement à celle que suggère la transcription latine (par exemple : Gardzê se prononce Gän-Tseu).

## 1. Les sources d'informations

### 1.1. Les sources d'informations chinoises

Les médias chinois sont strictement contrôlés par les autorités. Certains journalistes chinois ont été licenciés ou emprisonnés pour avoir rédigé des articles s'écartant de la ligne officielle.<sup>1</sup> Les différents médias gouvernementaux chinois en français ou en anglais consultés ne donnent **aucune information sur la surveillance et la répression de la population tibétaine**. La question tibétaine y est abordée exclusivement sous l'angle du développement des infrastructures et de la lutte contre la pauvreté, qui consiste essentiellement à sédentariser sous la contrainte des populations nomades ou isolées, dans des agglomérations ou quartiers d'habitations nouvelles, mesure présentée comme extrêmement positive.<sup>2</sup>

L'information sur la situation réelle de la population au Tibet est donc quasiment nulle en Chine. Le média *South Morning Morning Post* (SMMP), publié à Hong Kong, laisse filtrer quelques informations sur le Tibet, mais est sous l'influence du gouvernement chinois, comme en a témoigné Paul Mooney, ancien journaliste de ce média, qui a refusé de publier plusieurs de ses reportages.<sup>3</sup>

### 1.2. Les sources d'informations engagées pour la cause tibétaine

L'essentiel des informations de terrain provient de **témoignages donnés par des Tibétains de l'intérieur ou exilés à des organisations ou médias d'opposition tibétains, basés pour la plupart en Inde**. S'ils sont identifiés, les informateurs risquent de subir des mesures de répression très lourdes, ainsi que les membres de leur famille. La sophistication des moyens techniques des services de sécurité chinois et le niveau de la répression dissuadent les informateurs éventuels. En outre, les mesures drastiques entravant les voyages des Tibétains à l'étranger tarissent les sources d'information (voir *infra*).

Cependant, selon Tenzin Dalha, chercheur au *Tibet Policy Institute* (TPI, qui dépend de l'Administration centrale tibétaine, CTA, sis à Dharamsala en Inde), **WeChat**, application de messagerie opérée par le groupe chinois Tencent, reste le **principal moyen pour communiquer des informations sur le Tibet, en dépit de la censure et des risques de représailles**.<sup>4</sup>

Concernant ces représailles, voici le témoignage de Tsanyang Gyatso, président de la *Jonang Welfare Association*, réfugié en Inde, accusé lors d'une émission de la chaîne de télévision *Qinghai TV* en 2014 d'avoir organisé des auto-immolations : « Après la diffusion de l'émission, mon frère a été détenu pour être interrogé pendant trois mois et ma sœur, une professeure d'école, a été convoquée pour interrogatoire à cinq ou six reprises. Tous les deux ont été soumis à de longues heures d'interrogatoire pour donner des informations sur mes antécédents et sur ce que je faisais en Inde. Les membres de ma famille ont été placés sous surveillance constante. Les autorités locales ont tenu de nombreuses réunions dans mon village de 200 maisonnées, et les villageois tibétains ont reçu des ordres stricts sur le fait qu'il était illégal de conserver tout contact avec moi, voire même de discuter à mon sujet. Depuis lors, ma famille, mes proches et d'autres connaissances m'ont littéralement bloqué sur WeChat. Dans la période précédant le 19<sup>e</sup> congrès du Parti [18-

---

<sup>1</sup> Voice of America (VOA), 29/01/2019, [url](#)

<sup>2</sup> Voir par exemple : China Daily, « Poverty eradication on track », 20/01/2020, [url](#) ; People's Daily Online, « 60 years of democratic reform in Tibet », s.d., <http://en.people.cn/102775/414877/index.html>

<sup>3</sup> Phayul (site web d'informations tibétain basé en Inde), 03/05/2019, [url](#)

<sup>4</sup> Phayul, 03/05/2019, [url](#)

24 octobre 2017], j'ai remarqué que nombre de Tibétains avaient quitté les groupes WeChat au Tibet. »<sup>5</sup>

**Les contacts avec l'étranger pour divulguer des informations concernant la répression sont punis par des peines d'emprisonnement.** En août 2019, les autorités de la province du Qinghai ont annoncé punir par des peines d'un à huit ans d'emprisonnement la publication d'informations ou de commentaires sur les forums de messagerie en ligne critiquant le PCC et la nation, entre autres sujets sensibles.<sup>6</sup> Par exemple, en mai 2019, la tante de Wangchen, un jeune Tibétain arrêté pour avoir prié en public pour la libération du Panchen Lama désigné par le Dalai Lama (voir 4.4), a été condamnée à une peine d'emprisonnement d'un an et trois mois pour avoir communiqué l'information concernant son neveu à des proches exilés.<sup>7</sup>

### 1.3. La presse internationale

**L'environnement de travail des journalistes en Chine s'est détérioré significativement en 2018** selon un sondage réalisé par le Club des correspondants étrangers en Chine. En effet, 55% des 109 journalistes ayant répondu parmi les 204 interrogés ont été de cet avis. Ils ont invoqué une **surveillance croissante des autorités**, qui empêchent tout reportage dans la région du Xinjiang. Celles-ci ont rappelé aux journalistes les règles qu'elles ont imposées en 2008 à l'occasion des Jeux Olympiques : **l'autorisation préalable des autorités est obligatoire pour interviewer une personne.**<sup>8</sup>

**Les journalistes n'ont plus accès à la Région autonome du Tibet (RAT) avec un visa de journaliste (visa J).**<sup>9</sup> Ils ne peuvent s'y rendre que dans des visites organisées et encadrées par les autorités.<sup>10</sup> **Les personnes qui leur donnent des interviews sans l'autorisation des autorités encourent de longues peines d'emprisonnement.** D'après le témoignage d'un journaliste de la *British Broadcasting Company* (BBC) s'étant rendu dans la région tibétaine d'Aba dans la province du Sichuan en 2015, il leur était possible d'accéder aux autres provinces où résidaient des Tibétains, mais nombre d'entre eux avaient rebroussé chemin, et les autres devaient circuler rapidement et éviter les caméras de surveillance pour interroger des personnes, notamment dans les monastères. Celles-ci prenaient des risques pour répondre à leurs questions de manière furtive ; une peine d'emprisonnement de quatre ans peut leur être infligée.<sup>11</sup> Cette même année, Tashi Wangchuk a accordé un interview au *New York Times*, dans lequel il dénonçait la disparition presque totale de l'enseignement en tibétain dans les écoles publiques des territoires autonomes tibétains.<sup>12</sup> Le 22 mai 2018, il a été condamné à cinq ans d'emprisonnement.<sup>13</sup>

## 2. La surveillance généralisée de la population tibétaine

### 2.1. Le système de surveillance dans les localités

Dans la Région autonome du Tibet (RAT), figurent 364 000 membres du Parti communiste chinois (PCC), 1 500 comités de base du PCC, 73 000 organes du PCC, et, officiellement, 1 700 institutions bouddhistes où résident 46 000 personnes. **Des organes du PCC sont déployés dans chacune de ces 1 700 institutions bouddhistes et dans 470 entreprises privées.**<sup>14</sup>

<sup>5</sup> Tibetan Center for Human Rights and Democracy (TCHRD), 28/04/2018, p.17, [url](#)

<sup>6</sup> Phayul, 03/09/2019, [url](#)

<sup>7</sup> Phayul, 09/05/2019, [url](#)

<sup>8</sup> Voice of America (VOA), 29/01/2019, [url](#)

<sup>9</sup> Lonely Planet, s.d., [url](#) ; Etats-Unis, Congrès, 18/11/2019, [url](#)

<sup>10</sup> Voice of America (VOA), 29/01/2019, [url](#)

<sup>11</sup> British Broadcasting Company (BBC), 20/10/2015, [url](#)

<sup>12</sup> Libération, 05/01/2018, [url](#)

<sup>13</sup> TCHRD, 05/2019, p.55, [url](#)

<sup>14</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.51-52, [url](#)

Depuis 2011, les autorités appliquent un programme de surveillance au niveau des villages intitulé « Solidifier la fondation, bénéficier aux masses ». Ce programme a permis le **déploiement annuel de 20 000 militants du PCC par équipes** de quatre individus ou plus dans 5 000 villages et 1 700 institutions monastiques dans la RAT. Il est présenté comme un programme de lutte contre la pauvreté, notamment des communautés tibétaines nomades ou isolées géographiquement. En 2017, dans le média *Tibet Daily* (contrôlé par le gouvernement chinois), un cadre du PCC engagé dans ce programme en a expliqué l'objectif réel : « expliquer à tous les villageois la politique du Parti, apprendre des chansons patriotiques aux enfants, et faire partager par les vieux Tibétains leurs expériences montrant les différences entre l'ancien et le nouveau Tibet, si bien que les masses ressentiront dans leur cœur une profonde gratitude envers le Parti qui leur apporte une vie heureuse. »<sup>15</sup> Dans les institutions bouddhistes, cette intervention des militants du PCC doit permettre un « management des monastères dédié au combat contre la clique du Dalai Lama ».<sup>16</sup>

Les militants du PCC déployés dans les villages sont notamment affectés à des **postes de police de rue qui rendent divers services aux villageois**, comme une zone d'accès à la wi-fi, le rechargement des téléphones et smartphones, la fourniture de chaises roulantes ou de parapluies, la distribution de journaux, la consommation de thé, etc. **Ces militants du PCC relaient les campagnes de propagande et effectuent des patrouilles dans les villages**, si bien que les autorités reconnaissent leur rôle important dans le maintien de l'ordre.<sup>17</sup>

Les maisons des villages sont réparties en groupe de dix par le système de surveillance, et à l'intérieur de ces groupes, elles sont divisées en paires, comprenant idéalement une maisonnée jugée loyale aux autorités et une autre regardée comme suspecte. **Les familles loyales doivent surveiller les familles suspectes et rendre compte des activités de ces dernières aux autorités.** En 2016, 81 140 maisonnées, comprenant environ trois millions de personnes, soit la population totale de la RAT, étaient soumises à ce système de surveillance mutuelle.<sup>18</sup>

## 2.2. Les procédés technologiques de contrôle

En 2012, le ministère de la Sécurité publique a passé un contrat avec la société iFlytek pour créer une **base de données nationale de reconnaissance vocale**. A partir de 2015, cette technologie a été introduite dans les zones peuplées de Tibétains. Selon la réglementation applicable à ces bases de données, **les échantillons de voix sont complétés par des informations personnelles**, telles que l'appartenance ethnique, l'adresse du domicile et les voyages effectués. Le relevé des voix et de ces données peut être réalisé sans le consentement des intéressés. **Les autorités reçoivent des alertes quand une voix est détectée par une écoute téléphonique.** Ce système cible particulièrement les anciens détenus, les familles de détenus, les protestataires et les personnes de retour d'exil.<sup>19</sup>

Des **bases de données fondées sur des prélèvements ADN** effectués sur des personnes détenues ou jamais condamnées ont été mises en place. **Des collections de données rassemblent également des empreintes digitales, des scans d'iris et des prélèvements ADN** réalisés officiellement auprès des personnes âgées de 12 à 65 ans dans le cadre de programmes d'examens de santé gratuits. **Des caméras de reconnaissance faciale sont disposées sur les voies publiques et les monastères**, parfois en étant insérées dans des objets familiers comme des moulins à prières. **En 2020, le système dit de « crédit social » doit être instauré** : tous les citoyens seront notés

---

<sup>15</sup> Tibetan Center for Human Rights and Democracy (TCHRD), 28/04/2018, p.8, [url](#)

<sup>16</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.9, [url](#)

<sup>17</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.9, [url](#)

<sup>18</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.9, [url](#)

<sup>19</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.12, [url](#)

selon leur niveau de loyauté envers l'Etat et le PCC, et seront punies ou récompensées en conséquence en termes de sécurité sociale, de financements, d'autorisations de voyage, d'accès aux pâturages, d'emplois, etc.<sup>20</sup>

Le 1<sup>er</sup> juin 2017, le gouvernement a restreint drastiquement l'accès au cyberspace avec un système de contrôle appelé la « **Grande muraille électronique** » (*Great Firewall*), et de façon plus stricte dans les zones de peuplement tibétain. Aux alentours du 10 mars, jour anniversaire du soulèvement de 1959, les communications par Internet y sont coupées. Il en est de même dans des périodes pendant lesquelles les autorités craignent l'irruption de mouvements de protestation, comme lors du 19<sup>e</sup> congrès du PCC en octobre 2017. Les chefs des monastères sont convoqués et mis en garde par celles-ci avant ces périodes.<sup>21</sup>

**Les applications de messagerie chinoises comme WeChat et les sites de microblogage chinois comme Sina Weibo sont surveillées par les autorités. Les réseaux sociaux américains, comme Facebook, Twitter et YouTube, ainsi que le moteur de recherches Google sont interdits en Chine.**<sup>22</sup> Depuis le 25 août 2017, l'utilisateur d'Internet est **obligé de s'enregistrer sur les applications avec son identité véritable qui est communiquée au ministère de la Sécurité publique et est directement reliée à son compte de « crédit social »**, ce qui a entraîné une **autocensure généralisée**.<sup>23</sup>

Pour contourner ces interdictions, les Chinois utilisaient des applications *Virtual Private Networks* (VPN). En janvier 2017, une directive du ministère de l'Industrie et de la Technologie de l'Information a imposé une approbation préalable et l'installation d'un câblage spécial pour les VPN. Les sociétés étrangères, comme Apple, sont également soumises à ces mesures, et ne peuvent plus commercialiser les VPN. Et le gouvernement a enjoint à trois entreprises de télécommunications de bloquer l'accès aux VPN à compter de février 2018. Ainsi, **l'interdiction des VPN empêche les Chinois d'accéder sans restriction à Internet**.<sup>24</sup>

Les administrateurs de groupes de discussion sur Internet sont sous la surveillance directe de la police et doivent signer un engagement à empêcher tout contenu illégal sous peine de sanctions sévères. En conséquence, de nombreux Tibétains ont quitté ces groupes de discussion.<sup>25</sup> **Des mots clé sont censurés par les plateformes** comme WeChat et Sina Weibo, mais la liste ces mots n'est pas connue des utilisateurs et leur message ne parvient pas à son destinataire.<sup>26</sup>

En février 2016, les autorités de la RAT ont publié une ordonnance lui permettant de récompenser d'une somme de 300 000 yuans (39 237 €) les internautes dénonçant des activités illégales commises au moyen d'Internet. Parmi ces activités, l'ordonnance mentionne les attaques contre le PCC, le gouvernement chinois, le système socialiste, le système d'autonomie régionale et toute information qui ternit l'image du pays, met en danger les intérêts de celui-ci, déforme l'histoire du PCC, de la nation et de l'armée. Figurent également la contestation de l'appartenance du Tibet à la Chine, la participation à des activités séparatistes, l'utilisation de la religion pour interférer dans les affaires administratives locales et l'éducation, etc.<sup>27</sup>

**Les sanctions pénales encourues sont sévères en cas d'envoi d'informations à l'étranger.** Le 24 août 2016, deux moines ont été arrêtés et détenus pour avoir envoyé à l'étranger une information sur une manifestation pacifique de nomades tibétains contre la

---

<sup>20</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.12-15, [url](#)

<sup>21</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.16, [url](#)

<sup>22</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.18-19, [url](#) ; Challenges (source : Agence France Presse, AFP), 29/01/2018, [url](#)

<sup>23</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.19, [url](#)

<sup>24</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.18, [url](#)

<sup>25</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.21, [url](#)

<sup>26</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.22, [url](#)

<sup>27</sup> Phayul, 05/08/2019, [url](#)

saisie de leurs terres par le gouvernement dans la région de Thangkor. En juin 2017, ils ont été condamnés respectivement à quatre et cinq années d'emprisonnement pour « partage d'informations avec des étrangers » et « incitation au séparatisme ». L'assistance d'un avocat leur a été refusée et les membres de leur famille n'ont pas pu assister au procès.<sup>28</sup>

**Le siège du gouvernement tibétain en exil à Dharamsala en Inde est l'un des endroits de la planète parmi les plus hackés du monde.** En 2008, le cyber-espionnage chinois, appelé Ghostnet, a pénétré les systèmes informatiques de l'Administration centrale tibétaine (*Central Tibetan Administration*, CTA). Au début de l'année 2019, une **campagne de phishing** a visé des Tibétains en utilisant la liste de diffusion du média *Tibetan News* de la CTA en diffusant un logiciel appelé ExileRAT. Les messageries de ces abonnés ont reçu un document en format *Microsoft Power Point* infecté par un virus *Remote Access Trojan* (RAT) permettant de capturer des informations et des fichiers dans l'ordinateur, de lancer des processus dans le système informatique et d'effectuer une surveillance. Ce document était la réplique d'un rapport officiel de la CTA, publié en novembre 2018, intitulé *Tibet was never a part of China*. Des virus de type troyen avaient déjà été envoyés dans la période précédente dans les systèmes informatiques d'activistes tibétains.<sup>29</sup>

### 2.3. La destruction de bâtiments et la dispersion des religieux

En avril 2017, **les autorités ont détruit 4 725 logements de moines et expulsé 4 828 religieux et fidèles de l'Institut bouddhiste Larung Gar** situé dans le *xian*<sup>30</sup> de Seda (tibétain : Serthar) de la Préfecture autonome tibétaine (PAT) de Gardzê (Kardze) dans la province du Sichuan. Cet institut accueillait environ 20 000 personnes, dont de nombreux étrangers, 1 500 moines de l'Académie bouddhiste et 3 500 nonnes. Les motifs officiels de cette destruction étaient la surpopulation, la surface occupée trop vaste et la mauvaise gestion. Certains résidents, dont un ancien étudiant ayant fui la Chine et d'autres s'étant exprimé sur les réseaux sociaux, ont expliqué que la vraie raison était le problème du contrôle des personnes séjournant dans cet institut, déjà fortement placé sous la surveillance des autorités. Le but de ces dernières serait de transformer le site en attraction touristique. Une partie des moines et des nonnes ont été déplacés vers d'autres localités et relogés temporairement, dont certains ont été chassés ultérieurement, comme en avril 2017 les 300 moines qui avaient été relogés dans le centre de retraite Belo Ri du *xian* de Tawu.<sup>31</sup> Enfin, **le 30 décembre 2019, le vénérable Khenpo Sodargye, dirigeant de l'Institut bouddhique de compassion et de sagesse, auquel appartenait l'institut de Larung Gar, a annoncé la fermeture de tous les établissements, institutions, sites web de cette organisation au rayonnement international.**<sup>32</sup>

En août 2017, les autorités ont également entrepris **la démolition de 2 000 résidences monastiques hébergeant 10 000 moines, nonnes et visiteurs, dans le centre bouddhiste Yachen Gar** dans le *xian* Pelyul de la PAT de Gardzê dans la province du Sichuan. Des milliers de moines et de nonnes, sans famille, se sont retrouvés sans abri. L'accès au centre a été restreint pour les touristes et les pèlerins.<sup>33</sup> **3 500 moines et nonnes ont été expulsés et un certain nombre ont été envoyés dans des centres de rééducation politique** dans le *xian* de Jiangda dans la RAT, où ils sont maltraités sévèrement. 600 Han ont été installés sur le site du centre bouddhiste pour le surveiller.<sup>34</sup>

---

<sup>28</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.22, [url](#)

<sup>29</sup> Phayul, 09/02/2019, [url](#)

<sup>30</sup> Nom d'une subdivision administrative.

<sup>31</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.56-57, [url](#)

<sup>32</sup> Phayul, 03/01/2020, [url](#)

<sup>33</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.58, [url](#)

<sup>34</sup> Phayul, 12/07/2019, [url](#)



## 2.4. Surveillance des études chinoises aux Etats-Unis

Les universités américaines accueillent environ 300 000 étudiants chinois, soit le tiers des effectifs d'étudiants étrangers aux Etats-Unis. **Ces étudiants sont étroitement surveillés par les *Chinese Students and Scholars Associations (CSSA)* et des agents chinois non étudiants** s'immisçant dans les amphithéâtres, qui signalent aux postes diplomatiques chinois les déclarations s'écartant de la ligne du PCC ou qui pourraient montrer un aspect négatif de la Chine. **Ces étudiants craignent de subir des représailles, notamment pour leur carrière** dans un pays où l'Etat contrôle la plupart des activités économiques, administratives et sociales.<sup>35</sup> Par exemple, en juin 2017 une étudiante chinoise, originaire de Kunming, chef-lieu de la province du Yunnan, a déclaré dans un discours à l'université du Maryland qu'elle n'avait plus à porter de masque anti-pollution et pouvait s'exprimer librement aux Etats-Unis. Ce discours filmé a été posté sur les réseaux sociaux chinois où il a été vu 50 millions de fois. A la suite de commentaires hostiles d'internautes chinois, elle a dû s'excuser sur ces réseaux sociaux en déclarant qu'elle n'avait pas l'intention de nuire à son pays.<sup>36</sup>

Une étude réalisée en 2018 par la chercheuse Anastasya Lloyd-Damnjanovic donne plusieurs exemples d'interventions des autorités chinoises auprès de différentes universités américaines pour protester contre des conférences données par le Dalaï Lama ou des représentants de Taïwan, en proférant des menaces, comme ne plus envoyer d'étudiants chinois et donc faire perdre des revenus à l'université, ou ne plus délivrer de visas aux professeurs qui n'adoptent pas leurs vues (ce qui les incite à l'autocensure dans leurs cours et publications<sup>37</sup>). Selon l'un d'entre eux, ces menaces et protestations sont « totalement ritualisées » et les universités « ne les prennent pas au sérieux ». Cependant, **certains programmes de coopération ont été annulés après une conférence du Dalaï Lama**, comme en 2017 à l'université de Californie – San Diego (UCSD). En revanche, **les étudiants chinois reçoivent des courriels de leurs postes diplomatiques les enjoignant de poser des questions orientées lors des conférences ou de proposer certains thèmes favorables à la politique chinoise** (comme la construction d'infrastructures au Xinjiang). Des agents chinois se mêlent à l'assistance des conférences ou d'autres événements pour surveiller le comportement des étudiants chinois et, le cas échéant, en référer à leur famille en Chine pour que celle-ci avertisse l'étudiant des risques de représailles. En outre, des délégations chinoises visitent les universités américaines pour proposer des thèmes de débat communs sur des sujets sensibles, et **envoient des experts qui présentent les thèses officielles chinoises, comme celles sur le développement économique du Tibet** en 2016 à l'université de Boulder (Colorado) que la délégation chinoise voulait retransmettre en Chine par une équipe de la *China Central Television* (CCTV) pour donner l'impression d'un véritable débat.<sup>38</sup>

## 3. Les restrictions de déplacement et de voyage

### 3.1. Conditions de circulation des Tibétains en Chine

A la suite de deux auto-immolations à Lhassa le 27 mai 2012, les forces de sécurité ont mené des contrôles d'identité minutieux, ont détenu de nombreux suspects et ont expulsé de la RAT plusieurs centaines de Tibétains originaires d'autres provinces. Ces mesures ont été levées en 2014, mais **l'accès à la RAT a été restreint pour les Tibétains**

---

<sup>35</sup> Voice of America (VOA), 23/12/2019, [url](#)

<sup>36</sup> Voice of America (VOA), 25/05/2017, [url](#)

<sup>37</sup> LLOYD-DAMNJANOVIC Anastasya [*Schwarzman Associate* (2017–2018) au Woodrow Wilson International Center for Scholars, master en Relations internationales de l'université d'Oxford, *Bachelor of Arts in Politics* de l'université de Princeton], The Wilson Center, 08/2018, p. 62-65, [url](#)

<sup>38</sup> LLOYD-DAMNJANOVIC Anastasya [*Schwarzman Associate* (2017–2018) au Woodrow Wilson International Center for Scholars, master en Relations internationales de l'université d'Oxford, *Bachelor of Arts in Politics* de l'université de Princeton], The Wilson Center, 08/2018, p. 51-62, [url](#)

**originaires d'autres provinces**, tandis que la surveillance interne à la RAT était maintenue. A la gare de Lhassa, les Tibétains sont séparés des autres voyageurs chinois par la police, et leurs cartes d'identité sont vérifiées dans un appareil de lecture spécial. Certains sont arrêtés et conduits au poste de police.<sup>39</sup>

**Les Tibétains résidant en dehors de la RAT et souhaitant se rendre à Lhassa doivent échanger leur carte d'identité contre un permis temporaire avant d'y entrer.** Sans ce permis, il n'est pas possible de louer un logement ou une chambre. Ce permis doit être présenté aux points de contrôle de la police.<sup>40</sup>

La loi de 2012 sur la gestion des entrées et sorties (article 10) impose aux Chinois de demander un permis de sortie pour se rendre dans les zones spéciales de Hong Kong et de Macao.<sup>41</sup>

### 3.2. Restriction aux sorties de Chine

La loi de 2012 sur la gestion des entrées et sorties ne requiert **pas de visa de sortie** pour se rendre à l'étranger. Cependant, l'article 12 prévoit des **cas d'interdiction de sortie comme la mise en danger de la sécurité ou des intérêts nationaux.**<sup>42</sup>

**Les Tibétains rencontrent de nombreux obstacles pour obtenir ou renouveler un passeport.** Ceux qui comptent se rendre en Inde ou au Népal pour des raisons religieuses sont particulièrement ciblés, si bien que le nombre de pèlerins venant de Chine a considérablement chuté en Inde. Ils peuvent, de plus, être sanctionnés par l'annulation du passeport, la suppression d'allocations sociales ou le renvoi d'emplois publics. **Certains se sont vus confisquer leur passeport à leur retour en Chine.**<sup>43</sup> En effet, du 31 décembre 2011 au 10 janvier 2012, environ 7 000 Chinois (des Tibétains et 700 Han), dûment munis de passeports, ont participé à un séminaire (appelé Kalachakra) du Dalaï Lama en Inde, après avoir transité par le Népal. A leur retour en Chine, des milliers d'entre eux (à l'exception des 700 Han) ont été arrêtés et détenus dans des camps de rééducation de la RAT jusqu'en avril 2012. Cet internement de voyageurs en règle sans motif hormis la participation à un séminaire religieux en Inde était une nouveauté.<sup>44</sup> Ceux qui ont été pris en possession de photographies du Dalaï Lama ou de publications liées à ce séminaire ont été sanctionnés par une plus longue période de détention.<sup>45</sup>

Le 29 avril 2012, à l'occasion de l'introduction au plan national des passeports biométriques en mai 2012, les autorités de la RAT ont diffusé aux responsables de l'administration une note interne ordonnant le retrait de la circulation tous les anciens passeports. Cette instruction n'a pas été diffusée au public, mais elle a été communiquée oralement par les autorités locales aux porteurs de passeports. Tous les passeports qui n'ont pas été rendus ont été annulés. Cependant, au lieu d'appliquer la procédure rapide de 2002 pour un renouvellement ou la délivrance d'un passeport (présenter la carte d'identité, le permis de résidence pour le travail dit *hukou* et le formulaire rempli, payer la taxe ; la délivrance est prévue dans les quinze jours), **la procédure en vigueur avant 2002 dans toute la Chine a été maintenue pour les zones de peuplement majoritaire tibétain** (ou musulman), **comprenant donc la RAT et les PAT** (à l'exception de la PAT de Dêqên dans la province du Yunnan, alignée sur la nouvelle procédure<sup>46</sup>). **Cette procédure est très longue et très coûteuse** (notamment en pots-de-vin) puisqu'elle requiert l'accord exprès de dix niveaux hiérarchiques de l'administration, un grand nombre de documents (comme des lettres d'invitation de membres de la famille restreinte résidant à l'étranger) et un « examen politique » de la demande. De plus, dans certaines de ces régions, les voyages

---

<sup>39</sup> International Campaign for Tibet (ICT), 13/07/2015, p.9-10, [url](#)

<sup>40</sup> TCHRD, 05/2019, p.25, [url](#)

<sup>41</sup> République populaire de Chine, Conseil d'Etat, 10/09/2014, [url](#)

<sup>42</sup> République populaire de Chine, Conseil d'Etat, 10/09/2014, [url](#)

<sup>43</sup> TCHRD, 05/2019, p.25-26, [url](#)

<sup>44</sup> Human Rights Watch (HRW), 12/01/2020, [url](#)

<sup>45</sup> International Campaign for Tibet (ICT), 13/07/2015, p.4, [url](#)

<sup>46</sup> Human Rights Watch (HRW), 12/01/2020, [url](#) ; International Campaign for Tibet (ICT), 13/07/2015, p.9, [url](#)

ne sont autorisés qu'avec des agences de tourisme enregistrées auprès des autorités. **Ces restrictions ne s'appliquent pas aux Tibétains résidant dans des régions de peuplement minoritaire tibétain**, qui peuvent obtenir des passeports dans un délai rapide comme les autres Chinois.<sup>47</sup>

Cependant, selon l'ONG Human Rights Watch (HRW), **de 2012 à 2019 ces mesures n'ont pas été appliquées dans la RAT**, où les Tibétains, représentant la très grande majorité des trois millions d'habitants, **n'ont pas obtenu de passeports biométriques** après la confiscation de leurs passeports en 2012. **Dans les PAT des autres provinces, certains Tibétains ont obtenu des passeports après de plusieurs d'années d'attente** (jusqu'à cinq ans) en suivant la procédure antérieure à 2002, notamment dans les zones où ont eu lieu des mouvements de protestation. Ces difficultés à obtenir des passeports constituent un des thèmes majeurs de discussion sur les réseaux sociaux. Ceux qui ont pu sortir de la RAT pour voyager à l'étranger étaient presque tous des agents de l'administration ou des hommes d'affaires (des Han essentiellement), et détenaient un passeport de service, qui normalement doit être rendu après chaque voyage. **Les Tibétains résidant à l'étranger subissent également des tracasseries administratives et de longs délais (jusqu'à un an) pour renouveler leur passeport.**<sup>48</sup> En conséquence, en juillet 2014, seuls 200 Tibétains de Chine ont pu se rendre au séminaire Kalachakra au Ladakh (Inde), tandis que 500 autres Chinois (de Chine populaire et de Taiwan) ont pu y assister.<sup>49</sup>

En raison de l'association faites par les autorités chinoises entre les enseignements religieux du Dalai Lama et la cause indépendantiste tibétaine, **il est quasiment impossible pour un moine ou une nonne tibétains d'obtenir un passeport**. Certains se défontent et changent de domiciliation dans l'espoir d'en obtenir un. En outre, les jeunes gens rencontrent également de grandes difficultés pour s'en faire délivrer. Cependant, il est plus facile pour les couples avec enfants et les personnes âgées d'en obtenir un parce que les autorités supposent que ceux-ci ne vont pas s'exiler ou causer des troubles à leur retour en Chine. Certaines célébrités tibétaines, comme l'écrivaine Tsering Woesser, n'obtiennent pas de passeport, même pour se rendre à l'étranger sur invitation d'organisations officielles.<sup>50</sup>

### 3.3. Retour de Tibétains de l'étranger

La loi de 2012 sur la gestion des entrées et sorties (article 13) impose aux Chinois résidant à l'étranger et souhaitant rentrer s'établir en Chine de **remplir un formulaire dans les consulats chinois** ou par leur famille restée en Chine auprès des départements des affaires chinoises d'outremer.<sup>51</sup>

**Des permis de séjour pour une durée 90 jours sont délivrés par les autorités chinoises aux Tibétains résidant en Inde pour effectuer des visites familiales en Chine.** Depuis janvier 2018, des instructions non écrites ne leur permettent plus de résider en permanence auprès de leur famille en Chine après l'expiration de ce délai de 90 jours.<sup>52</sup>

En mai 2018, des moines diplômés en Inde de retour au Tibet n'ont pas pu entrer au monastère de Lithang (PAT de Gardzê dans la province du Sichuan) ni enseigner, car ils n'avaient pas suivi les cours d'éducation patriotique, organisés annuellement pour les moines ayant obtenu leur diplôme de religion (*geshe*) en Inde, non reconnu par les autorités chinoises.<sup>53</sup>

---

<sup>47</sup> Human Rights Watch (HRW), 12/01/2020, [url](#)

<sup>48</sup> Human Rights Watch (HRW), 12/01/2020, [url](#) ; International Campaign for Tibet (ICT), 13/07/2015, p.7, [url](#)

<sup>49</sup> International Campaign for Tibet (ICT), 13/07/2015, p.5, [url](#)

<sup>50</sup> International Campaign for Tibet (ICT), 13/07/2015, p.6, [url](#)

<sup>51</sup> République populaire de Chine, Conseil d'Etat, 10/09/2014, [url](#)

<sup>52</sup> TCHRD, 05/2019, p.26-27, [url](#)

<sup>53</sup> TCHRD, 05/2019, p.44, [url](#)

### 3.4. Entrée d'étrangers au Tibet

Pour se rendre au Tibet, par avion ou train, **l'étranger doit obtenir préalablement un permis du Bureau du tourisme du Tibet et doit être accompagné d'un guide. Ce permis permet uniquement de visiter Lhassa. Pour se rendre dans d'autres localités, il faut demander d'autres permis et être accompagné d'un *tour operator*.** L'utilisation de transports publics en dehors de Lhassa est interdite aux étrangers. Les agences de voyages délivrent le permis en deux semaines. Les voyageurs entrant au Tibet par le Népal ne peuvent obtenir que des visas de court séjour de groupe. **Le visa de journaliste ne permet pas de se rendre au Tibet.**<sup>54</sup>

Selon des sources tibétaines de *Radio Free Asia* (RFA) interrogées en octobre 2019, les Tibétains résidant aux Etats-Unis sont interrogés dans une pièce séparée lorsqu'ils se rendent à l'ambassade de Chine pour obtenir un visa. Les membres de leur famille qui les accueillent en Chine sont également questionnés, et il leur faut **un garant, fonctionnaire ou membre du PCC**, qui atteste de leur bonne conduite pendant le séjour.<sup>55</sup>

En février 2018, trois Tibétains porteurs de passeports étrangers avec des visas valides ont été interrogés pendant des heures à l'aéroport de Chengdu, chef-lieu de la province du Sichuan, leurs contacts téléphoniques ont été copiés par les autorités, et leurs fichiers et leurs comptes sur les médias sociaux ont été inspectés. Ils n'ont pas pu rencontrer les membres de leur famille.<sup>56</sup>

## 4. La répression des dissidents

### 4.1. La campagne contre les « forces maléfiques »

En janvier 2018, les autorités ont annoncé une campagne de trois ans pour éliminer le « crime organisé » et les « forces maléfiques » dont la corruption. Par la suite, elles ont précisé par voie de presse et communiqué que celle-ci visait à étendre et fortifier l'influence du PCC et de ses réseaux dans les unités administratives de base et notamment dans les zones rurales.<sup>57</sup>

**En février 2018, les autorités de la RAT ont publié une ordonnance invitant la population à dénoncer les personnes se livrant aux activités illégales** suivantes<sup>58</sup> :

- Menaces à la sécurité publique ;
- Connexions avec la « clique du Dalaï Lama » et participation à des « activités séparatistes et perturbatrices » ;
- Utilisation de la religion dans les temples pour « inciter les masses à résister au Parti et au gouvernement » ;
- Connexions avec des organisations illégales endoctrinant les masses avec « une idéologie réactionnaire et un nationalisme étroit », comme demander une plus grande autonomie ou l'utilisation d'une seule langue ;
- Revendications de la liberté économique, du droit au bien-être, de la protection de l'environnement et de la liberté culturelle ;
- Envoi de fonds ou de dons à la « clique du Dalaï Lama » ;
- Promotion des systèmes de gouvernance indigènes pour la médiation des conflits communautaires ;
- Résistance aux saisies de terres, aux projets d'infrastructures et aux projets de développement qui leur sont liés ;

---

<sup>54</sup> Lonely Planet, s.d., [url](#)

<sup>55</sup> Radio Free Asia (RFA), 30/10/2019, [url](#)

<sup>56</sup> TCHRD, 05/2019, p.27, [url](#)

<sup>57</sup> TCHRD, 05/2019, p.9, [url](#)

<sup>58</sup> TCHRD, 05/2019, p.11, [url](#)

- Envoi de commentaires sur les plateformes de médias sociaux et autres plateformes en ligne pour commettre des activités illégales ou criminelles.

En mars 2018, les autorités du *xian* de Naqu (tibétain : Nagchu) de la RAT ont annoncé récompenser par le versement de 100 000 yuans (13 144 €) les personnes qui leur fourniraient des informations relatives aux activités listées ci-dessus. Des récompenses similaires ont été proposées par la police dans d'autres zones peuplées de Tibétains dans plusieurs provinces (Qinghai, Gansu, Sichuan, Yunnan), pour dénoncer ces activités illégales, en ne faisant toutefois pas mention explicite de la « clique du Dalaï Lama ». <sup>59</sup>

Ce type de campagne était déjà en vigueur depuis 2012, mais la dénonciation publique et la criminalisation de telles activités qui touchent à toutes les pratiques culturelles tibétaines est nouveau. Ainsi, dans la PAT de Huangnan (tibétain : Malho) de la province du Qinghai, en février 2018, les autorités ont interdit les activités séparatistes et l'auto-immolation, ainsi que la fête du **nouvel an tibétain (Losar)**. <sup>60</sup> **En février 2019, la célébration de cette fête, qui dure deux semaines, a été interdite dans de nombreuses localités tibétaines**, où des forces de sécurité ont été déployées. A Chamdo dans la RAT, les autorités ont interdit aux fonctionnaires de se rendre dans les monastères pendant cette fête. <sup>61</sup>

## 4.2. Campagne contre le Dalaï Lama

**Les représentations picturales du Dalaï Lama sont interdites et détruites.** En 2016, une inspection de la police dans une grotte, nommée Woesser Phug, située dans le *xian* de Nyalam de la RAT, a découvert des photographies du Dalaï Lama, exposées depuis 2009. En représailles, le secrétaire du PCC du village a été exclu du parti, deux autres villageois n'ont pas pu obtenir leur adhésion au PCC, et une dizaine d'autres villageois ont été mis en garde sévèrement. <sup>62</sup>

Le 31 mars 2017, le PCC a lancé la campagne « Quatre grandes phrases, quatre amours » dans la RAT pour renforcer la loyauté politique des Tibétains envers l'Etat chinois et les détourner du Dalaï Lama. <sup>63</sup>

En décembre 2018, les autorités de Dzoegé Toema dans la ville de Hezuo (tibétain : Tsoe) dans la PAT de Gannan (tibétain : Kanlho) de la province de Gansu ont imposé la destruction de toutes les photographies du Dalaï Lama et leur **remplacement par celles de Mao Zedong et de Xi Jinping** dans 6 villes et 249 villages. <sup>64</sup>

Dans le village de Tsosang du *xian* de Lithang de la PAT de Gardzê dans la province du Sichuan, un couple nouvellement marié a été privé d'allocations sociales après la découverte à son domicile d'une photographie du Dalaï Lama. <sup>65</sup>

Le 10 décembre 2018, lors d'une cérémonie à l'Institut du socialisme du Tibet, s'est ouvert **le premier atelier de rééducation politique de masse pour le personnel religieux** des monastères de la RAT, qui durera cinq ans. Un second atelier a été ouvert pour les autres agents des monastères et des équipes de travail de la RAT et des PAT. <sup>66</sup>

**De février à avril 2019, la RAT a été interdite aux étrangers** pour éviter tout mouvement de protestation ou de commémoration du soulèvement tibétain du 10 mars 1959 contre l'occupation chinoise et la fuite du Dalaï Lama en Inde. <sup>67</sup>

---

<sup>59</sup> TCHRD, 05/2019, p.12, [url](#)

<sup>60</sup> TCHRD, 05/2019, p.12, [url](#)

<sup>61</sup> Phayul, 09/02/2019, [url](#)

<sup>62</sup> TCHRD, 05/2019, p.41, [url](#)

<sup>63</sup> TCHRD, 28/04/2018, p.9-10, [url](#)

<sup>64</sup> TCHRD, 05/2019, p.42, [url](#)

<sup>65</sup> TCHRD, 05/2019, p.43, [url](#)

<sup>66</sup> TCHRD, 05/2019, p.50, [url](#)

<sup>67</sup> Phayul, 22/02/2019, [url](#)

### 4.3. Expropriations, déplacements forcés et conflits environnementaux

Les autorités affirment que les déplacements de population et la relocalisation de celle-ci sont volontaires, il n'en reste pas moins que les Tibétains ne peuvent s'y opposer. Elles justifient ces déplacements forcés par la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement. En août 2019, les autorités de la RAT ont annoncé avoir déplacé et réinstallé 248 000 personnes dans 910 nouveaux quartiers et localités.<sup>68</sup>

**Les moindres protestations pacifiques n'aboutissent pas ou sont réprimées sévèrement**, de même que celles demandant le versement des compensations monétaires. Par exemple, de septembre 2018 à janvier 2019, A-Nya Sengdra a été détenu pour avoir protesté contre l'absence de versement de l'indemnité de relocalisation, de logement et d'autres allocations, qui devaient être attribués à des centaines de familles du *xian* de Gande (tibétain : Gade) de la PAT de Golog dans la province du Qinghai.<sup>69</sup>

En juillet 2018, dans le village d'Horgya de la ville de Rongwo du *xian* de Tongren (tibétain : Rebkong) de la PAT de Huangnan de la province du Qinghai, neuf Tibétains d'un conseil traditionnel (*khagova*) ont été arrêtés sous les accusations de « perturbation de l'ordre social », d'appartenance à une « organisation maléfique », d'« extorsion et de tromperie », etc. En réalité, les autorités ont voulu réprimer une campagne de mobilisation de villageois contre des expropriations de terres pour l'ouverture de trois briqueteries, qui avaient pourtant été fermées en 2011 en raison des dommages à l'environnement. 500 de ces villageois, représentant 24 conseils traditionnels, et le comité de village officiel avaient signé une pétition en février 2017. Le sort des personnes détenues est inconnu.<sup>70</sup>

**La gestion des cours d'eau est devenue une source importante de conflits.** En effet, de nombreux projets d'infrastructures menacent de détourner les eaux utilisées pour l'agriculture et l'élevage. Par exemple, en juin 2017, un groupe de 13 Tibétains a été arrêté dans le *xian* autonome tu<sup>71</sup> d'Huzhu (tibétain : Gonlung) de la préfecture autonome (PA) de Haidong de la province du Qinghai pour avoir tenté, avec d'autres villageois, de s'opposer au détournement du cours d'une rivière, seule source d'eau pour trois villages. La manifestation a été réprimée par des gaz lacrymogènes et des coups de la part des policiers, qui ont blessé une quarantaine de manifestants. Les véhicules, motos et téléphones mobiles des villageois ont été confisqués par la police. En septembre 2018, après plus d'un an de détention, treize villageois ont été jugés. La sentence ne figure pas dans la source consultée.<sup>72</sup>

En 2016, des familles nomades du *xian* de Phenpo Lhundrub, situé à 63 km de Lhasa, dans la RAT, vivaient dans leurs habitations, cultivaient leur propre nourriture, élevaient du bétail, et n'avaient pas à payer pour la location des terres, l'électricité ou l'eau. Les autorités les ont assignées de force à une localité de la banlieue de Lhasa, appelée Kuru Sampa (Le Pont de l'âne), en leur promettant de leur restituer leurs terres dans trois ans. Elles ont dû vendre leur bétail à bas prix. Elles ont été confinées dans de petits logements, où elles doivent payer l'eau, l'électricité, etc. Or **elles ne sont pas en mesure de trouver des emplois en milieu urbain faute de compétences adaptées**, et en sont réduites à la mendicité. Leurs terres sont traversées par des routes et sont désormais impropres à l'agriculture. Les autorités les menacent de représailles si elles continuent à se plaindre de leur situation.<sup>73</sup>

A Shordha dans le *xian* de Nangqin (tibétain : Nangchen) de la PAT de Yushu (tibétain : Kyegudo) de la province du Qinghai, 21 Tibétains ont été accusés de créer des troubles en

---

<sup>68</sup> Xinhua (agence de presse officielle chinoise), 24/12/2019, [url](#)

<sup>69</sup> TCHRD, 05/2019, p.66, [url](#)

<sup>70</sup> TCHRD, 05/2019, p.13-14, [url](#)

<sup>71</sup> Les Tu ou Monguer sont une minorité ethnique.

<sup>72</sup> TCHRD, 05/2019, p.68, [url](#)

<sup>73</sup> Radio Free Asia (RFA), 01/05/2019, [url](#)

ayant créé **deux comités de protection de l'environnement illégaux**. Une dizaine d'entre eux ont été condamnés à des peines d'emprisonnement de 3 ans et demi à six ans assorties d'amendes d'un montant de 200 000 à 350 000 yuans (26 157 à 45 775 €), et onze d'entre eux à des amendes d'un montant de 10 000 à 50 000 yuans (1 308 à 6 540 €).<sup>74</sup>

En 2014, dans le *xian* de Gadê de la PAT de Golog de la province du Qinghai, Anya Sengdra et des nomades ont formé une association intitulée Forum des affaires publiques (*Mang Dhon Ling*) pour **demandeur une enquête sur des affaires de corruption en lien avec des atteintes à l'environnement**. Le 4 septembre 2018, Anya Sengdra a été arrêté par la police et incarcéré au centre de détention de Drotsang dans la PA de Haidong (tibétain : Tsoshar). Son frère, Jimtri, a été arrêté peu de temps après lui et également placé en détention, pendant laquelle il est décédé. Huit autres Tibétains ont été arrêtés et détenus dans cette affaire. Le 6 décembre 2019, un tribunal de la PAT de Golog a condamné Anya Sengdra à sept ans d'emprisonnement et les huit autres prévenus à diverses peines d'emprisonnement.<sup>75</sup>

#### 4.4. Actions de protestation

**En raison de la répression sévère de toutes les tentatives collectives dissidentes, des actions individuelles se sont multipliées dans les années 2010 en prenant la forme d'auto-immolations et de déambulation solitaires ou de quelques individus.** Quelques exemples sont mentionnés ci-après, sachant que la plupart de ces actions ne peut être répertoriée en raison de la censure et de la limitation drastique des déplacements et des communications.

Le 28 janvier 2018, Sogkhar Lodoe Gyamtso, le dissident tibétain ayant effectué la plus longue peine d'emprisonnement, (soit 21 ans, libéré en 2013, puis 2 ans en 2015 pour manifestation), a été arrêté à nouveau après avoir manifesté seul devant le palais du Potala à Lhasa, chef-lieu de la RAT. Il a été secrètement condamné à 18 ans d'emprisonnement.<sup>76</sup>

Le 29 avril 2019, Wangchen, un jeune jockey âgé de vingt ans, a été arrêté par la police parce qu'il s'était rendu au monastère de Sershul, situé dans la PAT de Gardzê de la province du Sichuan, pour brûler des baguettes d'encens et déployer des drapeaux de prières en faveur de la libération du Panchen Lama, Gedhun Choekyi Nyima, choisi par le Dalai Lama et détenu au secret par les autorités chinoises depuis deux décennies et demi. Deux autres jockeys, Lobsang et Yonten, ont également été arrêtés pour complicité. Le tribunal du *xian* de Sershul l'a condamné en mai 2019 à quatre ans et demi d'emprisonnement, et a infligé une amende de 15 000 yuans (1 961 €) à chacun de ses complices.<sup>77</sup>

Au début du mois de novembre 2019 à Dza Wonpo, une localité du *xian* de Sershul dans la PAT de Gardzê de la province du Sichuan, huit personnes ont été arrêtées à la suite de la diffusion de tracts dans une administration gouvernementale et un poste de police. Le 7 novembre 2019, quatre moines d'un monastère de Dza Wonpo, solidaires des personnes arrêtées, ont été à leur tour arrêtés pour avoir distribué des tracts en faveur de l'indépendance du Tibet, des droits de l'homme, en particulier des **droits des nomades sédentarisés de force** et sans ressources en dehors des allocations gouvernementales. Une partie de ces derniers avaient refusé de participer aux films de propagande des autorités, ce qui avait créé des tensions. Le professeur de ces moines a été également arrêté et détenu pendant onze jours. Le 21 novembre, deux autres Tibétains ont été arrêtés.<sup>78</sup>

---

<sup>74</sup> Phayul, 28/06/2019, [url](#)

<sup>75</sup> Phayul, 07/12/2019, [url](#)

<sup>76</sup> Voice of America (VOA), 05/04/2019, [url](#)

<sup>77</sup> Phayul, 09/05/2019, [url](#)

<sup>78</sup> Phayul, 20/11/2019, [url](#) ; Phayul, 28/11/2019, [url](#)

Le 27 novembre 2019 à Ngaba dans le *xian* de Ngaba de la province du Sichuan, Yonten, un jeune Tibétain s'est immolé par le feu. Il était **le 165<sup>e</sup> Tibétain à s'immoler par le feu depuis 2008**.<sup>79</sup>

#### 4.5. Conditions de détention

Depuis l'abolition formelle des centres de rééducation par le travail en 2013, les pouvoirs de police ont été étendus et **des personnes peuvent être détenues administrativement pendant de longues périodes avant une arrestation formelle**. Le Code de procédure pénale prévoit que la période de détention criminelle peut atteindre 37 jours. Cependant, de nombreuses dispositions permettent d'allonger cette période jusqu'à six mois. De plus, la police peut arrêter à nouveau la même personne peu de temps après sa libération.<sup>80</sup> Dans de nouveaux centres de détention, appelés « **centres de transformation par l'éducation** », sont emprisonnés des dissidents, où ils peuvent subir des traitements inhumains et la torture. Depuis 2012, **des suspects peuvent détenus au secret** dans des « lieux désignés de résidence surveillée ». <sup>81</sup>

Selon le colonel Vinayak Bhat, retraité de l'armée indienne et spécialiste de l'analyse de photographies satellites, **des monastères semblent contenir également des centres de détention** d'après des clichés satellites pris en 2017 et 2018. Au milieu des années 1980, le nombre de monastères tibétains détruits par les autorités chinoises depuis l'occupation de 1959 était de 6 254. **Les nouveaux monastères ont été construits à l'écart des villes** selon les canons de l'architecture chinoise. D'autres nouvelles structures massives en béton, ceinturées de hauts murs et de fossés, construites dans la RAT et appelées centres d'éducation politique, évoquent davantage des centres de détention.<sup>82</sup>

Le témoignage écrit d'un ancien détenu de l'un de ces centres en 2017 est parvenu à l'étranger et a été jugé crédible par certains experts et ONG tibétaines qui l'ont diffusé. Son auteur est un jeune moine qui a été arrêté le 1<sup>er</sup> juillet 2017 dans un centre d'études bouddhistes de la province du Qinghai. Il a été conduit au Bureau de la sécurité nationale, d'où il a été transféré dans ce qui lui a été présenté comme une école, avec seulement ses vêtements et des affaires de toilette. A son arrivée dans ce centre de rééducation dans la PAT de Naqu (tibétain : Nagchu) de la RAT, il a été reçu par un officier de la Sécurité nationale, entouré de femmes en uniforme. Il a ensuite appris que celles-ci étaient des nonnes détenues. Il a été interrogé sur le Dalai Lama, a dû acheter un uniforme, puis a été incarcéré dans une cellule avec six autres prisonniers. Comme à l'époque maoïste, le chef désigné de cellule lui a posé les questions formelles requises sur ses convictions politiques, auxquelles il convient de répondre de manière automatique dans le sens voulu par les autorités, et il a dû, en trois jours, apprendre trois chants patriotiques chinois sous peine de « conséquences sévères ». **La grande majorité des détenus étaient des moines et des nonnes bouddhistes** de monastères de la province du Qinghai. Chaque jour, ils doivent suivre des séances de propagande politique. **Des nonnes sont régulièrement emmenées par les gardiens, et vraisemblablement violées. Certains prisonniers sont torturés avec des ustensiles électroniques**, aspergés d'eau froide ou frappés à coups de bâtons électriques ou de tubes en caoutchouc. Après quatre mois de détention, ce moine a été libéré, mais placé sous surveillance. Il devait se présenter chaque jour au poste de police, où des tâches lui étaient données (vaisselle, nettoyage des locaux et de leurs abords, lessive, etc.). Il lui était interdit de résider dans un monastère, de se rendre dans d'autres villes, comtés, préfectures ou pays étrangers, ni de pratiquer des rites religieux dans des familles.<sup>83</sup>

---

<sup>79</sup> Phayul, 06/12/2019, [url](#)

<sup>80</sup> TCHRD, 05/2019, p.16, [url](#)

<sup>81</sup> TCHRD, 05/2019, p.17, [url](#)

<sup>82</sup> The Print, 12/02/2019, [url](#) ; Phayul, 15/02/2019, [url](#)

<sup>83</sup> Voice of America (VOA), 19/03/2019, [url](#)



## 5. Enseignement et crise des débouchés professionnels

### 5.1. Eviction des enfants des lieux de culte traditionnels

En avril 2018, **les autorités disposaient de 91 écoles religieuses et de 6 universités religieuses, comprenant environ 10 000 élèves et étudiants.** Les élèves de ces écoles religieuses apprennent en particulier l'« éducation patriotique » et les politiques chinoises. Elles promeuvent cet enseignement pour concurrencer l'enseignement monastique tibétain traditionnel et contrôler les moines.<sup>84</sup>

En juillet 2018, les autorités ont lancé des opérations pour envoyer des moines novices dans les écoles publiques chinoises. Le 10 juillet 2018, 200 moines novices du monastère de Sershul dans la PAT de Gardzê de la province du Sichuan ont été scolarisés dans des écoles publiques. **Dans le *xian* de Sershul, tous les moines âgés de moins de 18 ans ont reçu l'ordre d'intégrer des écoles publiques,** sous peine de fermeture des monastères et d'arrestation de leurs responsables, des professeurs et des parents d'élèves.<sup>85</sup>

**Les autorités interdisent aux élèves des écoles de participer à des activités religieuses et de visiter des monastères.** Si ces directives ne sont pas nouvelles, elles visent désormais l'ensemble de la population, et non seulement les parents membres du PCC.<sup>86</sup> En mai 2018, les autorités de la RAT ont interdit à ces derniers de participer aux fêtes religieuses pendant le mois de Saga Dawa (pendant lequel est fêté la naissance, l'Illumination et la mort du Bouddha) pour maintenir la discipline politique. Deux équipes de vérificateurs ont été enquêter sur le terrain : 167 membres du PCC ont été inspectés, dont 18 ont été arrêtés.<sup>87</sup> En juillet 2018, elles ont interdit aux enfants de participer à des activités religieuses pendant les vacances scolaires d'été.<sup>88</sup>

### 5.2. L'enseignement de la langue tibétaine

La Constitution et la loi sur l'Education de 1995 encouragent l'enseignement des langues minoritaires dans les écoles. Cependant, **ce droit est peu appliqué en pratique.** Le 22 mai 2018, Tashi Wangchuk a été condamné à cinq ans d'emprisonnement pour avoir affirmé, à visage découvert devant une caméra de télévision américaine, que **l'enseignement du tibétain était en voie de disparition faute de professeurs.** Selon un document officiel publié en 2014, « l'éducation bilingue, avec le tibétain comme langue principale, est très développée au Tibet ». Mais Tashi Wangchuk a affirmé que : « dans toutes les régions tibétaines, de l'école élémentaire au lycée, il n'y a plus qu'un seul cours dans notre langue. Désormais, **la seule façon d'étudier la culture tibétaine, c'est de devenir moine.** »<sup>89</sup>

En mai 2018, des étudiants de la PA d'Haidong (tibétain : Tsoshar) de la province du Qinghai ont publié sur les médias sociaux une lettre ouverte en chinois protestant contre **la dégradation de l'enseignement du tibétain** : « En 2018, sur les 359 professeurs recrutés dans les écoles primaires et secondaires de la préfecture de Tsoshar, il n'y en a pas un seul qui soit compétent à la fois en chinois et en tibétain. [...] Dans les quatre *xian* de la préfecture de Tsoshar, la population tibétaine totale atteint 100 000 personnes. [...] Dans ces écoles, il y a 9 800 élèves et seulement 270 professeurs bilingues, dont 106 sont des professeurs remplaçants. Cela signifie que les professeurs remplaçants représentent

---

<sup>84</sup> TCHRD, 05/2019, p.52, [url](#)

<sup>85</sup> TCHRD, 05/2019, p.36, [url](#)

<sup>86</sup> TCHRD, 05/2019, p.35, [url](#)

<sup>87</sup> TCHRD, 05/2019, p.40-41, [url](#)

<sup>88</sup> TCHRD, 05/2019, p.37, [url](#)

<sup>89</sup> Libération, 05/01/2018, [url](#)

environ 40% de l'effectif total des professeurs. Les professeurs remplaçants ne sont pas des professeurs qualifiés. [...] »<sup>90</sup>

En décembre 2018, les autorités de la province du Qinghai ont interdit aux élèves des écoles de fréquenter pendant les vacances d'hiver les classes de langue tibétaine organisés par les moines bouddhistes dans les monastères.<sup>91</sup>

### 5.3. Crise des débouchés professionnels

**Les débouchés professionnels pour les étudiants tibétains sont restreints par la concurrence croissante des Han.** Ainsi en 2018, 40 000 candidats de la RAT se sont présentés pour les concours d'entrée dans la fonction publique, 3 000 ont été reçus. En 2019, seuls 210 étudiants tibétains ont été reçus. Or les emplois publics constituent le principal débouché pour les étudiants tibétains. Les Han sont de plus en plus nombreux à les concurrencer, et les étudiants tibétains ont également beaucoup de difficultés à obtenir des emplois dans les entreprises privées, notamment industrielles ou de high-tech. Un étudiant tibétain, appelé Sonam, a été arrêté en avril 2019 et placé en détention pour avoir critiqué cette situation sur les réseaux sociaux.<sup>92</sup> Les annonces d'emplois publics publiées par les autorités de la RAT mentionnent que les candidats doivent « critiquer le Dalai Lama » et avoir de « clairs et fermes principes politiques » pour être admis.<sup>93</sup>

Cependant, selon les sources officielles chinoises, 67% des 23 616 étudiants diplômés dans la RAT en 2019 ont trouvé un emploi, et 300 employeurs ont proposé 3 900 emplois en août 2019 à Lhassa. Cependant, selon des sources contactées par *Radio Free Asia* au Tibet, ces étudiants échouent aux tests de recrutement, la meilleure opportunité d'emploi pour ceux-ci étant de devenir professeur des écoles rurales, emploi qui requiert un diplôme de licence universitaire.<sup>94</sup>

En janvier 2020, le journal gouvernemental *Tibet Daily* a annoncé l'adoption de **règles destinées à « promouvoir l'unité ethnique » qui entreront en vigueur dans la RAT en mai 2020.** Ces règles n'ont pas été encore publiées, mais seront semblables à celles appliquées dans la région autonome du Xinjiang. Des règles similaires sont déjà en application depuis 2019 dans les provinces du Yunnan et du Qinghai. Elles s'imposent à toutes les collectivités, écoles et entreprises, publiques ou privées, qui sont **encouragées à recruter du personnel dans tous les groupes ethniques** [donc des Han également]. Lin Qingzhi, secrétaire général adjoint du comité permanent de l'Assemblée de la RAT, a déclaré que ces règles devaient « unifier le sens de la communauté de la nation chinoise ». <sup>95</sup>

---

<sup>90</sup> TCHRD, 05/2019, p.56, [url](#)

<sup>91</sup> South China Morning Post (SCMP, source : Agence France Presse, AFP), 18/02/2019, [url](#)

<sup>92</sup> Radio Free Asia (RFA), 16/04/2016, [url](#)

<sup>93</sup> Phayul, 17/10/2019, [url](#)

<sup>94</sup> Radio Free Asia (RFA), 22/02/2019, [url](#) ; Radio Free Asia (RFA), 30/08/2019, [url](#)

<sup>95</sup> South China Morning Post (SCMP), 13/01/2020, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en janvier 2020

### Textes juridiques

Etats-Unis, Congrès, « Public Law N° : 115-330 (12/19/2018) Reciprocal Access to Tibet Act of 2018 », 19/12/2018,

<https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/1872>

République populaire de Chine, Conseil d'Etat, « Exit and Entry Administration Law of the People's Republic of China (Adopted at the 27th meeting of the Standing Committee of the Eleventh National People's Congress on June 30, 2012) », 10/09/2014,

[http://english.www.gov.cn/archive/laws\\_regulations/2014/09/22/content\\_281474988553532.htm](http://english.www.gov.cn/archive/laws_regulations/2014/09/22/content_281474988553532.htm)

### Institution nationale

Etats-Unis, Congrès, Congressional-Executive Commission on China, « 2019 Annual Report », chap. V « Tibet », 18/11/2019,

[https://www.cecc.gov/sites/chinacommission.house.gov/files/documents/2019AR\\_TIBET.pdf](https://www.cecc.gov/sites/chinacommission.house.gov/files/documents/2019AR_TIBET.pdf)

### Organisations non gouvernementales

Human Rights Watch (HRW), « One Passport, Two Systems ; China's Restrictions on Foreign Travel by Tibetans and Others », 12/01/2020,

<https://www.hrw.org/report/2015/07/13/one-passport-two-systems/chinas-restrictions-foreign-travel-tibetans-and-others>

Tibetan Center for Human Rights and Democracy (TCHRD), « 2018 Annual Report : Human Rights Situation in Tibet », Dharamsala (Arunachal Pradesh, Inde), 05/2019, 95 p.,

<https://tchrd.org/wp-content/uploads/2019/05/Annual-Report-2018-english.pdf>

Tibetan Center for Human Rights and Democracy (TCHRD), « 2017 Annual Report : Human Rights Situation in Tibet », Dharamsala (Arunachal Pradesh, Inde), 28/04/2018, 82 p.,

<https://drive.google.com/file/d/1ovsPAHsWapNUZhBw6KVvaeGqT16gk6cF/view>

International Campaign for Tibet (ICT), « "A policy alienating Tibetans" The denial of passports to Tibetans as China intensifies control », 13/07/2015, 20 p.,

<https://savetibet.org/wp-content/uploads/2015/07/A-policy-alienating-Tibetans.pdf>

### Centre de recherches

LLOYD-DAMNJANOVIC Anastasya [*Schwarzman Associate* (2017–2018) au Woodrow Wilson International Center for Scholars, master en Relations internationales de l'université d'Oxford, *Bachelor of Arts in Politics* de l'université de Princeton], « A Preliminary Study of PRC Political Influence and Interference Activities in American Higher Education », Washington, The Wilson Center, 08/2018, 143 p.,

[https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/prc\\_political\\_influence\\_full\\_report.pdf](https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/prc_political_influence_full_report.pdf)

### Médias

China Daily, « Poverty eradication on track », 20/01/2020,

<https://www.chinadaily.com.cn/a/202001/20/WS5e251492a3101282172722fe.html>

South China Morning Post (SCMP), « First Xinjiang, now Tibet passes rules to promote 'ethnic unity' », 13/01/2020,  
<https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3045757/first-xinjiang-now-tibet-passes-rules-promote-ethnic-unity>

Phayul (site web d'informations tibétain basé en Inde), « Tibetan Buddhist Centres of Larung Gar shut down under suspected pressure from China », 03/01/2020,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?article=Tibetan+Buddhist+Centres+of+Larung+Gar+shut+down+under+suspected+pressure+from+China&id=42047>

Xinhua (agence de presse officielle chinoise), « Relocation programs accelerate China's campaign against absolute poverty », 24/12/2019,  
[http://english.www.gov.cn/news/topnews/201912/24/content\\_WS5e016463c6d0bcf8c4c19531.html](http://english.www.gov.cn/news/topnews/201912/24/content_WS5e016463c6d0bcf8c4c19531.html)

Voice of America (VOA), « Chinese Students Say Free Speech in US Chilled by China », 23/12/2019,  
<https://www.voanews.com/student-union/chinese-students-say-free-speech-us-chilled-china>

Phayul, « Three detained in Kham due to WeChat ahead of Nobel prize commemorations », 18/12/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=42021&article=Three+detained+in+Kham+due+to+WeChat+ahead+of+Nobel+prize+commemorations&t=1&c=1>

Phayul, « Anti corruption activist gets 7-year sentence », 07/12/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41996&article=Anti+corruption+activist+gets+7-year+sentence&t=1&c=1>

Phayul, « Family of latest self immolator detained by Chinese police », 06/12/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41992&article=Family+of+latest+self+immolator+detained+by+Chinese+police&t=1&c=1>

Phayul, « Chinese forces crackdowns on Tibetans after Independence protests in Sershul County of Kardze », 28/11/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41968&t=1>

Phayul, « Tibetan youth dies after immolating self in Ngaba, toll reaches 165 », 28/11/2019, <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41965&t=1>

Phayul, « Call for independence leads to arrest of four Tibetan monks in Sershul », 20/11/2019, <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41944&t=1>

Phayul, « Tibetan man sentenced for sharing teachings of Dalai Lama through WechatSershul », 11/11/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41914&article=Tibetan+man+sentenced+for+sharing+teachings+of+Dalai+Lama+through+Wechat&t=1&c=1>

Radio Free Asia (RFA), « Tibetan State Workers, Party Members 'Held Hostage' For Visitors' Good Behavior », 30/10/2019, <https://www.rfa.org/english/news/tibet/behavior-10302019174551.html?searchterm:utf8:ustring=%20tibet>

Phayul, « Denouncing the Dalai Lama a criterion for government jobs in occupied Tibet », 17/10/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41861&article=Denouncing+the+Dalai+Lama+a+criteria+for+government+jobs+in+occupied+Tibet&t=1&c=1>

Phayul, « China targets retired Tibetan government officials in TAR for practicing Buddhism », 12/09/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41755&article=China+targets+retired+Tibetan+government+officials+in+TAR+for+practicing+Buddhism&t=1&c=1>

Phayul, « Upto 8 years in prison for “illegal online content” in occupied Tibet », 03/09/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41730&article=Upto+8+years+in+prison+for+%e2%80%9cillegal+online+content%e2%80%9d+in+occupied+Tibet&t=1&c=1>

Radio Free Asia (RFA), « Tibetan College Grads Struggle to Find Jobs Amid Chinese Claims of Progress », 30/08/2019,  
<https://www.rfa.org/english/news/tibet/struggle-08302019140955.html>

Radio Free Asia (RFA), « New ‘Social Security Card’ For Tibetans Aims at Tightened Controls by Beijing », 23/08/2019,  
<https://www.rfa.org/english/news/tibet/controls-08232019152941.html?searchterm:utf8:ustring=%20tibet>

Radio Free Asia (RFA), « China Raises Reward for Informants in Tibet », 08/08/2019,  
<https://www.rfa.org/english/news/tibet/reward-08082019170949.html?searchterm:utf8:ustring=%20tibet>

Phayul, « China to give cash rewards to enable aggressive online surveillance, censorship in Tibet », 05/08/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41652&article=China+to+give+cash+rewards+to+enable+aggressive+online+surveillance%2c+censorship+in+Tibet&t=1&c=1>

Foreign Policy, « China’s Dissidents Can’t Leave », 23/07/2019,  
<https://foreignpolicy.com/2019/07/23/chinas-dissidents-cant-leave/>

Phayul, « Evicted Tibetan nuns from Yachen Gar beaten by Chinese guards », 12/07/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41590&article=Evicted+Tibetan+nuns+from+Yachen+Gar+beaten+by+Chinese+guards&t=1&c=1>

The New York Times, « Koch Executive’s Harassment in China Adds to Fears Among Visitors », 11/07/2019,  
<https://www.nytimes.com/2019/07/11/business/american-businesses-china.html>

Phayul, « 21 Tibetans sentenced in Nangchen », 28/06/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41549&article=21+Tibetans+sentenced+in+Nangchen&t=1&c=1>

Phayul, « Tibetan youth sent to prison for four and a half years for praying », 09/05/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41422&article=Tibetan+youth+sent+to+prison+for+four+and+a+half+years+for+praying&t=1&c=1>

Phayul, « Exile media deliberates on difficulty sourcing news from Tibet and its risks », 03/05/2019,  
<http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41405&article=Exile+media+deliberates+on+difficulty+sourcing+news+from+Tibet+and+its+risks&t=1&c=1>

Radio Free Asia (RFA), « Tibetans Relocated From Ancestral Land Face Hardships in City Life », 01/05/2019,  
<https://www.rfa.org/english/news/tibet/relocated-05012019141825.html?searchterm:utf8:ustring=%20tibet>

Radio Free Asia (RFA), « Chinese Authorities Detain Tibetan Student Who Decried Lack of Government Jobs in Tibet », 16/04/2016, <https://www.rfa.org/english/news/tibet/jobs-04162019151324.html>

Voice of America (VOA), « Tibet Dissident's Long Jail Sentence Called 'State Secret' », 05/04/2019, <https://www.voanews.com/east-asia/tibet-dissidents-long-jail-sentence-called-state-secret>

Voice of America (VOA), « Tibetan Re-Education Camp Journal Tells of China's Tactics Now Used on Uighurs », 19/03/2019, <https://www.voanews.com/south-central-asia/tibetan-re-education-camp-journal-tells-chinas-tactics-now-used-uighurs>

South China Morning Post (SCMP), « China says Tibet access is restricted because of its altitude », 06/03/2019, <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/2188936/china-says-tibet-access-restricted-because-some-foreigners-get>

Phayul, « Job-seekers from China results in Tibetan graduates loosing out on jobs », 25/02/2019, <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41201&article=Job-seekers+from+China+results+in+Tibetan+graduates+loosing+out+on+jobs&t=1&c=1>

Radio Free Asia (RFA), « Tibetan Graduates Edged Out by Chinese Competitors for Jobs in Tibet », 22/02/2019, <https://www.rfa.org/english/news/tibet/jobs-02222019171537.html>

Phayul, « Foreign tourists banned ahead of Tibet's uprising anniversary », 22/02/2019, <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41190&article=Foreign+tourists+banned+ahead+of+Tibet%e2%80%99s+uprising+anniversary&t=1&c=1>

South China Morning Post (SCMP, source : Agence France Presse, AFP), « Chinese province defends ban on children taking 'illegal' Tibetan language classes », 18/02/2019, <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/2186701/chinese-province-defends-ban-children-taking-illegal-tibetan>

Phayul, « Satellite detects construction, expansion of more gulags in Tibet », 15/02/2019, <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41165&article=Satellite+detects+construction%2c+expansion+of+more+gulags+in+Tibet&t=1&c=1>

The Print, « China claims it has no 'Gulags', but satellite imagery shows 3 new ones coming up in Tibet », Inde, 12/02/2019, <https://theprint.in/defence/china-claims-it-has-no-gulags-but-satellite-imagery-shows-3-new-ones-coming-up-in-tibet/190940/>

Phayul, « Losar celebrations restricted inside occupied Tibet », 09/02/2019, <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41148&article=Losar+celebrations+restricted+inside+occupied+Tibet&t=1&c=1>

Phayul, « Phishing campaign linked to pro-Chinese threat actors unleashed in Dharamshala », 09/02/2019, <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=41146&article=Phishing+campaign+linked+to+pro-Chinese+threat+actors+unleashed+in+Dharamshala&t=1&c=1>

Voice of America (VOA), « Foreign Media Reporting Conditions in China Worsen, Group Says », 29/01/2019, <https://www.voanews.com/east-asia/foreign-media-reporting-conditions-china-worsen-group-says>

Challenges (source : Agence France Presse, AFP), « La Chine déclare la guerre à Weibo, le "Twitter chinois" », 29/01/2018,

[https://www.challenges.fr/media/la-chine-declare-la-guerre-a-weibo-le-twitter-chinois\\_563596](https://www.challenges.fr/media/la-chine-declare-la-guerre-a-weibo-le-twitter-chinois_563596)

Libération, « Un Tibétain jugé en Chine pour avoir tenu à sa langue dans un documentaire », 05/01/2018, [https://www.liberation.fr/planete/2018/01/05/un-tibetain-juge-en-chine-pour-avoir-tenu-a-sa-langue-dans-un-documentaire\\_1620651](https://www.liberation.fr/planete/2018/01/05/un-tibetain-juge-en-chine-pour-avoir-tenu-a-sa-langue-dans-un-documentaire_1620651)

Voice of America (VOA), « Chinese Student Apologizes for Controversial Graduation Remarks », 25/05/2017, <https://www.voanews.com/student-union/chinese-student-apologizes-controversial-graduation-remarks>

British Broadcasting Company (BBC), « Tibetan voices on China's control », 20/10/2015, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-34578324>

### **Autre source**

Lonely Planet, China, Tibet, Entry & Exit Formalities, s.d.,

<https://www.lonelyplanet.com/china/tibet/practical-information/directory/entry-and-exit-formalities/a/nar/353ad747-52c0-45d4-bac2-a9caf3086a44/356122>